

Dossier de presse - Jeudi 14 octobre 2010

## Voisins d'une usine Seveso

### Une situation financièrement explosive



Toulouse, septembre 2001, explosion de l'usine AZF

#### Contacts presse

Marc Sénant, chargé de mission Risques et impacts industriels : 01 44 08 77 87 /  
06 79 23 69 03

Benoît Hartmann, porte-parole : 06 87 70 41 07

Maryse Arditi, pilote du Réseau Risques et impacts industriels : 06 78 79 39 70

Service communication : [presse@fne.asso.fr](mailto:presse@fne.asso.fr) / 01 44 08 02 51

## Sommaire

Sommaire.....	2
<b>COMMUNIQUE DE PRESSE .....</b>	<b>3</b>
<b>LE CONSTAT .....</b>	<b>5</b>
Le risque industriel : un anniversaire et une actualité brûlante .....	5
<b>Les demandes de FNE.....</b>	<b>7</b>
<b>Partie 1. Une loi née d’AZF.....</b>	<b>9</b>
A. AZF : la plus grave catastrophe industrielle en France depuis la seconde guerre mondiale.....	9
B. La loi Bachelot : 4 piliers pour maîtriser le risque.....	9
<b>Partie 2. Un dangereux retard, une injustice en devenir et un risque de voir les leçons d’AZF rester sur le papier .....</b>	<b>11</b>
A. Chronique d’un retard annoncé.....	11
B . Une situation cause d’injustice sociale.....	14
<b>Partie 3. Les revendications de FNE .....</b>	<b>17</b>
A. Une prise en charge basée sur un principe de responsabilisation, et non de « pollué-payeur ».....	17
B. Une utilisation différente de l’argent public est possible et souhaitable pour tous	19
<b>ANNEXES.....</b>	<b>21</b>
1. L’actualité des PPRT dans la presse.....	21

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **Voisins de sites Seveso : une situation financièrement explosive**

**La récente catastrophe des « boues rouges » en Hongrie nous a tristement rappelé que le risque Zéro en matière industrielle n'existe pas. En France, le projet de loi de finances doit déterminer les modalités de financement de la protection des riverains de sites Seveso seuil Haut, 9 ans après AZF et 7 ans après la loi qui a prévu cette protection. A la fois pollués et payeurs, les riverains des 620 sites risquent d'être condamnés à régler la plus grosse partie d'une facture de plusieurs centaines de millions d'euros pour assurer leur protection. Demander à une population souvent défavorisée de régler l'addition, c'est prendre le risque de ne jamais voir les travaux réalisés. Qui doit payer ? L'Etat ? L'industriel ? Les collectivités ? France Nature Environnement lance l'alerte à propos d'une situation financièrement explosive.**

#### **Un dossier d'une actualité brûlante**

Discuté à partir du 18 octobre prochain à l'assemblée, en séance plénière, le projet de loi de finances devrait enfin définir les modalités de financement des expropriations et des travaux imposés aux riverains d'un site Seveso.

#### **Le retard de la loi post-AZF et des plans de prévention des risques technologiques**

Fin 2010, le délai fixé par la loi post-AZF dite « Bachelot » pour l'élaboration des Plans de prévention des risques technologiques (PPRT) arrive à échéance et les objectifs sont loin d'être tenus. Malgré les vœux de Jean-Louis Borloo<sup>(1)</sup>, seulement 15 % des PPRT sont en cours de réalisation. Ils auraient dû être tous mis en place au 31 décembre 2008.

#### **Loi post-AZF : l'application injuste du principe pollué-payeur**

La Loi post-AZF prévoit que les frais des travaux de protection reposent sur les riverains. Avec une moyenne de plus de 10 000 € par foyer dans certaines communes, cette répartition des coûts représente une injustice sociale. Seuls les propriétaires occupant leurs résidences bénéficient d'un crédit d'impôt. Les entreprises, l'habitat social et les propriétaires bailleurs sont exclus du dispositif. Les riverains de sites Seveso appartiennent souvent aux populations peu favorisées. Face à un tel coût, ces travaux ne pourront jamais être menés à bien.

#### **Triple peine pour les voisins de sites Seveso**

Les riverains des sites Seveso subissent donc une triple peine, ce que dénonce vivement France Nature Environnement. Ils supportent au quotidien toutes les nuisances d'un site industriel dangereux. Ils vivent avec la menace d'une catastrophe industrielle. Ils doivent désormais payer pour se protéger du risque. Pour Marc Sénant, chargé de mission Risques et impacts industriels à France Nature Environnement : « *Le projet de loi de finances, bientôt en débat à l'Assemblée, peut nous permettre de sortir de cette situation*

*en fixant une répartition plus juste du financement des travaux qui permettront d'assurer la protection des riverains de sites Seveso.»*

### **France Nature Environnement demande à l'Etat :**

- Que le crédit d'impôt de 40 % du montant des travaux proposé exclusivement aux propriétaires occupants soit élargi aux propriétaires bailleurs ;
- Que l'engagement aille au-delà de 2013, date prévue par la loi Grenelle II. Un engagement dans la durée est indispensable pour que tous les travaux soient menés ;
- De se prononcer clairement sur la portée et le mécanisme du financement des travaux pour l'habitat social, très présent autour des sites Seveso ;
- Que les 60 % des montants des travaux restant aujourd'hui à la charge des propriétaires occupants soient supportés par les collectivités et par l'industriel à l'origine du risque, et que des solutions d'aide financière soient proposées aux personnes vivant en zone de recommandation (travaux conseillés mais pas obligatoire), à proximité des sites.

### **Réduire le risque à la source**

France Nature Environnement demande également d'étudier une autre utilisation de l'argent public. *« Il pourrait être utilisé pour réduire le risque à la source, dans les usines en encourageant les industriels à se convertir aux meilleures techniques disponibles. Tout le monde aurait à y gagner : l'Etat, les industriels et leurs salariés, les populations locales et les élus. »* continue Marc Sénant.

Bruno Genty, Président de France Nature Environnement : *« En 2003, la France a tiré les leçons de l'accident d'AZF avec une loi ambitieuse. Mais, de toute évidence, son application tarde. Sa mise en place devient chaque jour plus urgente pour garantir à nos concitoyens qu'un nouvel AZF n'est plus envisageable près de chez eux. Pour cela, l'État dispose d'un moyen : augmenter le nombre des inspecteurs qui contrôlent ces installations à haut risque afin que le processus s'accélère. 1200 inspecteurs pour 500.000 installations classées dont 1200 SEVESO, c'est notoirement insuffisant. »*

**France Nature Environnement a décidé de lancer une pétition pour appuyer ses demandes et appelle les riverains de sites SEVESO à la mobilisation en les incitant à interpeller leurs élus locaux sur ce dossier.**

**Pour signer la pétition, rendez-vous sur le site de France Nature Environnement !**

**fne.asso.fr**

(1) Circulaire du 26/01/09 relative à la mise en œuvre des plans de préventions des risques technologiques(PPRT) : [http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt\\_14102010/circulaire\\_260109.pdf](http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt_14102010/circulaire_260109.pdf)

## LE CONSTAT

### Le risque industriel : un anniversaire et une actualité brûlante

Déversement de boues rouges dans le Danube, désastre BP dans le Golfe du Mexique... L'actualité internationale nous rappelle une fois de plus que le risque zéro en matière industrielle n'existe pas. En France, 9 ans après la catastrophe, le drame d'AZF est dans toutes les têtes.

#### Deux cents ans de risque industriel

Fin octobre, trois rendez-vous importants mettent également en avant la question du risque technologique. **Le 15 octobre 1810<sup>1</sup>**, Napoléon 1<sup>er</sup> signait le premier décret pour limiter la cohabitation entre population et industrie, pour réglementer des activités « répandant une odeur incommode ou insalubre ». Les simples nuisances ont fait place aux risques, comme l'a tristement rappelé la catastrophe d'AZF. L'explosion a une nouvelle fois soulevé la question de la **proximité trop importante entre ces usines et leurs millions de voisins**, qu'il s'agisse d'habitat ou d'entreprises. Cette question, 9 ans après la catastrophe, doit trouver enfin ses réponses dans l'actuel projet de loi de finances.

#### Le projet de loi de finances parle des risques industriels

Les leçons de l'explosion vont être prochainement transposées dans le projet de loi de finances, dont l'examen débute **le 18 octobre à l'Assemblée**. La loi de finances devrait trancher les questions de proximité entre les usines Seveso et leurs riverains en définissant les modalités de financement des expropriations et travaux imposés aux particuliers. Ce problème épineux appellent des dépenses considérables, parmi d'autres, de la part de l'Etat.

#### Loi post-AZF : un retard considérable et une échéance fin 2010

En réaction, la loi post-AZF du 30 juillet 2003 était claire : il fallait rompre une bonne fois pour toutes avec ce type de configuration dangereuse et prévoir un mécanisme pour éloigner les riverains des sites Seveso.

A travers ce texte, c'est toute la **sécurité des voisins des sites chimiques les plus dangereux de France** qui doit être enfin assurée. Pour y arriver, un outil a été élaboré, c'était la naissance des **Plans de Prévention des Risques Technologiques** (ou PPRT, voir encadré), qui devaient être mis en place au 31 décembre 2008. Mais un retard considérable a été pris. A cette date, à peine **5% des PPRT étaient approuvés**. Par une circulaire du 26 janvier 2009<sup>2</sup>, Jean-Louis Borloo affirmait, en réponse : « *Je souhaite que l'ensemble de ces PPRT soient prescrits en 2009, dont une moitié dès ce premier semestre, avec un objectif d'approbation en 2010* ». En septembre 2010, tout juste **15% de l'objectif est atteint**.

Ces plans sont le résultat d'un long travail entre Etat, industriels et collectivités. Ces 421 plans concernent des milliers de foyers un peu partout en France.

<sup>1</sup> A ce titre, France Nature Environnement organise une exposition intitulée « 1810-2010 : 200 ans de risque industriel » proposée aux communes accueillant des sites Seveso.

<sup>2</sup> [http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt\\_14102010/circulaire\\_260109.pdf](http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt_14102010/circulaire_260109.pdf)

## **9 millions de Français concernés par les risques industriels**

**Au mois de Septembre 2010**, sur 421 **Plans de Prévention des Risques Technologiques** prévus, **54 d'entre eux, soit 15 %, sont approuvés**, 335 sont prescrits (étape préalable à leur approbation).

Presque 10 ans après AZF, dans les faits, autour des 620 sites Seveso seuil haut, presque rien n'a évolué pour les riverains. **900 communes** environ sont **visées**. Près de **9 millions de Français** vivent dans des villes concernées par les risques technologiques majeurs<sup>3</sup> et **des centaines de millions d'euros sont nécessaires** pour assurer leur sécurité, **plus de 30 000 foyers** vont être amenés à payer des travaux pour se protéger.

### **Les riverains amenés à payer pour se protéger d'un risque qu'ils subissent**

Une importante partie de la facture des travaux de protection repose sur les riverains eux-mêmes. Avec une moyenne, dans certaines communes, de **plus de 10 000 euros de travaux par foyer**<sup>4</sup>, cette répartition des coûts représente une grande injustice sociale. Seuls les propriétaires occupants leur résidence bénéficient d'une aide de 40% du coût des travaux par crédit d'impôt. Les entreprises, l'habitat social et les propriétaires bailleurs sont exclus du dispositif. Les locataires risquent donc fortement de ne pas être protégés. « Pollué-payeur » ?

### **Un risque important que la leçon d'AZF ne soit jamais appliquée**

Au-delà du problème social, FNE craint fortement que ces travaux ne voient jamais le jour et qu'ainsi la situation des voisins de sites Seveso n'évolue pas. En effet, les riverains ne voudront ou ne pourront, pour beaucoup d'entre eux, financer ces travaux très coûteux. Les riverains de sites Seveso appartiennent souvent aux populations peu favorisées. Leur confier le soin de financer des travaux pouvant se chiffrer à plus de 10 000 euros, c'est clairement prendre le risque qu'ils ne soient jamais menés.

Les leçons d'AZF seront-elles un jour enfin appliquées ? La France, comme elle l'avait promis, se donne t-elle réellement les moyens de ne plus jamais revivre ces catastrophes industrielles « ni ici, ni ailleurs » ?

France Nature Environnement, présente depuis l'automne 2009 à la table des négociations sur le financement de ces plans de prévention des risques technologiques, s'élève contre un système injuste et inadapté. FNE souhaite alerter l'opinion publique et les médias sur une protection des Français qui risque d'être assurée a minima. Les années passent, les catastrophes se succèdent et il devient urgent de mettre en place une vraie politique, juste et responsabilisant les initiateurs du risque, non ses victimes, sans attendre qu'un nouvel AZF se produise pour mobiliser les volontés.

<sup>3</sup> Source : Amaris, l'Association des communes pour la maîtrise des risques technologiques majeurs. Septembre 2010.

<sup>4</sup> Source : Amaris

## Les demandes de FNE

France Nature Environnement appelle donc les parlementaires à **adopter une disposition dans l'actuel projet de loi de finances** qui empêchera de faire peser la charge financière des travaux sur les riverains de sites Seveso. FNE propose une répartition basée sur un principe de responsabilisation, seule à même de garantir la protection des populations et la mise en œuvre réelle, effective, et définitive des leçons de la catastrophe d'AZF.

Pour France Nature Environnement, il est aussi possible de proposer **une meilleure utilisation de l'argent public destiné à financer expropriations et travaux**. L'argent prévu pourrait au contraire favoriser la réduction du risque à la source et permettre des investissements vers des technologies moins dangereuses et moins polluantes. L'industrie française en serait plus compétitive, les emplois maintenus, le cadre de vie amélioré.

**FNE appelle les riverains concernés à saisir leurs députés et sénateurs en vue de soutenir les propositions de FNE et de les inscrire dans la loi de finances. France Nature Environnement met à leur disposition une lettre-type sur son site internet [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)**

➤ **Télécharger la lettre-type sur [fne.asso.fr](http://fne.asso.fr) (lien à activer)**

**Pour bien appréhender l'ensemble des éléments de ce dossier des PPRT, il convient de revenir sur le lendemain d'AZF, élément déterminant du contexte actuel (Partie 1), pour mieux en dresser le bilan (partie 2), comprendre les raisons du blocage et analyser les propositions de FNE pour y répondre (partie 3)**

**Le principe des plans de prévention des risques technologiques** est relativement simple :

**1** - L'Etat et l'industriel identifient ensemble tous les risques présents dans l'industrie Seveso.

**2** - L'industriel investit, dans les limites de sa capacité financière, pour réduire ce risque à la source.

**3** - Comme le risque zéro n'existe jamais, on cartographie les risques encore présents, selon leur gravité et la distance sur laquelle ils ont des effets sur les personnes et les biens.

**4** - A partir de cette carte, on exproprie les habitations et entreprises situées dans la zone « mortelle » (et les riverains ont la possibilité de faire jouer un droit de délaissement). Dans une deuxième zone, nommée « zone de danger », l'Etat, par la voix du Préfet, exige de la part des riverains des travaux de protection. Dans la troisième zone, « zone de recommandation », plus éloignée de l'usine, les travaux sont recommandés mais non obligatoires.



## Partie 1. Une loi née d'AZF

### A. AZF : la plus grave catastrophe industrielle en France depuis la seconde guerre mondiale.

**Toulouse, le 21 septembre 2001, 10h17, zone industrielle Sud.** En ce milieu de matinée de septembre à Toulouse, un stock de 300 à 400 tonnes de nitrate d'ammonium déclassé destiné à la production d'engrais explosent au bâtiment 221 222 de l'usine AZF appartenant à la société Grande-Paroisse. 30 personnes perdront la vie, 2500 seront blessées. AZF est le plus grave accident industriel qu'ait connu la France depuis la deuxième guerre mondiale. Les dégâts sont considérables, de l'usine AZF elle-même aux habitations voisines, en passant par les entreprises qui composaient le tissu économique autour de la zone.

Une des causes de ce lourd bilan matériel et humain ? **La proximité entre les routes, les bâtiments alentours, habitations ou entreprises et l'usine.** Initialement construite à l'écart de la ville en 1921, AZF a été progressivement englobée par l'agglomération.

Les zones commerciales de Darty et Brossette sont totalement anéanties. Le stock de 150 bus de la société de transport public de Toulouse, est également soufflé. Plus de 10 000 logements des quartiers populaires sont détruits, plusieurs entreprises et quelques équipements (piscines, gymnases, salles de concert, lycée) sont touchés. Les dégâts (vitres explosées, portes et fenêtres enfoncées, toitures et panneaux éventrés ou arrachés...) se répandent jusqu'au cœur de la ville.

La facture des dégâts matériels est globalement de 2 milliards d'euros, dont 30 millions d'euros pour les bâtiments publics.

Des leçons doivent être tirées, des réflexions menées, des moyens débloqués pour ne plus revivre ça, « ni ici, ni ailleurs ». C'est ce à quoi s'emploie la loi dite « Bachelot », de l'été 2003.

### B. La loi Bachelot : 4 piliers pour maîtriser le risque

**Paris, le 30 juillet 2003, Assemblée Nationale.** 2 ans après AZF, le législateur va définir 4 piliers de la nouvelle politique pour atteindre la maîtrise des risques. Il met en place un outil réglementaire ambitieux pour la mettre en œuvre : le plan de prévention des risques technologiques, ou PPRT. Son ambition ? Gérer les situations héritées du passé et préparer l'avenir.

**La réduction du risque à la source** consiste, après avoir finement évalué chaque risque présent dans l'installation, à imposer à l'industriel un certain nombre de mesures, d'aménagements sur son outil de travail pour réduire soit la gravité d'un accident, soit la probabilité qu'il se réalise.

**L'organisation des secours** en cas d'accident, en interne sous la responsabilité de l'exploitant (Plan d'organisation interne), à l'extérieur du site sous la responsabilité du

préfet (Plan Particulier d'Intervention), comme il existe un plan ORSEC pour les inondations.

**L'information des populations** pour qu'elles aient conscience de l'existence d'un risque, qu'elles identifient les signaux d'alerte et adoptent les bons comportements en situation de crise. Au-delà, l'information des populations doit aussi permettre leur participation au processus de décision en matière de risques industriels, à travers des commissions locales mises en place autour de chacun de ces sites Seveso.

Enfin, **la maîtrise de l'urbanisation**, et l'outil qui en découle, le Plan de prévention des risques technologiques. La démarche consiste à procéder à des expropriations et délaissements partout où le danger l'impose encore (malgré les mesures de réduction à la source mises en place dans un premier temps) et des travaux partout où on les estime suffisant pour que les bâtiments résistent en cas de gros pépin. Ces bâtiments peuvent donc être des habitations, mais aussi des écoles, crèches, hypermarchés, PME, etc. Et pour éviter de reproduire les mêmes erreurs? On interdit de nouvelles constructions là où on a exproprié, et on impose des règles de construction là où ça reste urbanisable.

Face à un retard très important pris dans l'application de cette loi, Jean-Louis Borloo adresse une circulaire aux préfets de France le 26 janvier 2009<sup>5</sup>. Il y affirmait : « *Je souhaite que l'ensemble de ces PPRT soient prescrits en 2009, dont une moitié dès ce premier semestre, avec un objectif d'approbation en 2010 ».*

---

<sup>5</sup> [http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt\\_14102010/circulaire\\_260109.pdf](http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt_14102010/circulaire_260109.pdf)

## **Partie 2. Un dangereux retard, une injustice en devenir et un risque de voir les leçons d'AZF rester sur le papier**

**A ce jour, le travail est-il bouclé, la cohabitation usines/riverains est-elle une époque révolue comme le souhaitaient les autorités au lendemain d'AZF ? Ce divorce annoncé est-il juste et équitable ?** La France a-t-elle tiré les leçons d'AZF ? A l'automne 2010, la réponse est non.

### **A. Chronique d'un retard annoncé**

**Au 22 septembre 2010, 54 plans de prévention des risques technologiques seulement sont approuvés sur 421, et 335 sont prescrits.** Il a fallu beaucoup de temps pour mener les nouvelles études de dangers, dont l'objectif est d'identifier finement les risques, de leurs origines à leurs conséquences, et qui sont le préalable à la définition des zones où maisons et entreprises feront l'objet d'expropriations ou de délaissements, et celles où les travaux seront obligatoires pour se protéger. Mais, pour France Nature Environnement, cet échec était prévisible. Explications.

#### **1- Un manque criant d'hommes**

L'Etat n'a jamais affecté les moyens humains nécessaires pour tenir la cadence. A peine a-t-il recruté 200 inspecteurs de plus sur les 1000 présents en France au moment d'AZF. **La France compte aujourd'hui un demi-million d'installations classées**, c'est-à-dire de sites à caractère industriel qui présentent suffisamment d'inconvénients ou de dangers pour être soumis à une législation bien particulière. Ces sites vont de la simple station essence jusqu'au complexe Seveso comme il en existe à Dunkerque. **Pour les encadrer, 1200 hommes.**

Comment assurer à la fois le suivi « matériel », quotidien, de ce demi million d'usines, les contrôler pour vérifier le respect des conditions de fonctionnement au jour le jour, et mener de front la mise en œuvre d'une politique aussi technique et complexe que sont les plans de prévention des risques technologiques ? Difficilement. France Nature Environnement le demande depuis longtemps : l'Etat, aurait dû évaluer correctement cette charge de travail et conférer les effectifs nécessaires au corps des inspecteurs des installations classées.

Il faut cependant souligner que le travail qui a été mené jusqu'ici par les services du ministère de l'Ecologie et les inspecteurs de terrain sur le plan des études est colossal. **Des millions de données ont été créées et récoltées**, ce qui a considérablement amélioré la **connaissance** du risque. La tâche qui reste à accomplir est la protection concrète des populations.

**Pour FNE, les effectifs des inspecteurs des installations classées, les « gendarmes » de l'industrie, doivent être doublés**

## 2 - De très lourds enjeux financiers, sociaux, et politiques

Dès septembre 2008, FNE avait identifié ces enjeux. La loi ne se posait pas la question **du financement** de toutes ces mesures d'expropriations, de délaissements ou de travaux obligatoires. Avec le recul, vu l'importance des enjeux financiers - l'Etat estime aujourd'hui que le coût des seules expropriations dépasse les **2 milliards d'euros**, chacun, et notamment les industriels, reste prudent sur ses engagements, ce qui freine le processus nationalement et localement.

### *a. De lourds enjeux financiers*

En ce qui concerne **le financement des expropriations et droits de délaissement**, la loi renvoie cette « patate chaude » entre les mains des 3 parties (Etat, collectivités, exploitants), qui doivent fixer, en concertation, la part de leurs contributions financières respectives. Etant donné le montant des indemnités, au-delà de **2 milliards d'euros pour les expropriations et délaissements**, les négociations emportent de lourds enjeux...ce qui n'est pas sans incidence dans le retard pris.

En ce qui concerne **les travaux obligatoires pour les riverains** plus éloignés et donc non soumis à expropriations, FNE a profité de la tenue des tables rondes sur le risque industriel de 2009 pour demander une refonte complète du système d'aide tel qu'il était prévu (avant Grenelle II : 15% des travaux seulement étaient remboursés via un crédit d'impôt, et uniquement pour les propriétaires occupants, pas pour les bailleurs, par exemple). La position de FNE souhaite que la mise en œuvre de ces travaux soit garantie pour que les riverains soient effectivement protégés, et au plus vite.

**FNE a donc demandé que l'ensemble des acteurs (Etat, collectivités et industriel) prennent leurs responsabilités et se répartissent la charge financière de ces travaux.**

### *b. Une situation sociale sensible*

Les Plans de prévention des risques technologiques peuvent faire naître des situations difficiles à admettre pour les citoyens.

**L'expropriation** prévue dans les textes reste toujours un traumatisme pour des personnes qui habitent au même endroit depuis parfois plusieurs décennies, y ont leurs amis, leurs repères, leur vie. La situation est d'autant plus dure à accepter lorsque les « expropriés » étaient là avant l'industrie.

La loi prévoit également que les **travaux de renforcement** des constructions existantes (renforcement des vitres, des cloisons, mise en place d'une salle de confinement, etc.) soient **en grande partie à la charge des propriétaires**. Ces travaux peuvent par ailleurs monter jusqu'à 10% de la valeur de la maison. De quoi faire naître des tensions...

### *c. La frilosité politique*

**Politiquement enfin**, le sujet reste sensible : le principal effet des Plans de prévention des risques technologiques sur l'avenir est de restreindre les possibilités de construction et d'aménagement futures des zones visées. Cela représente un « **gel** » **des possibilités**

**d'urbanisation pour les élus locaux**, y compris pour l'implantation d'entreprises. Autant de ressources financières et d'arguments d'attractivité en moins pour la collectivité. Les maires restent donc frileux face à des PPRT qui peuvent **réduire le potentiel de développement** de leur commune à une véritable « peau de chagrin ».

Prenons l'exemple de Mazingarbe, commune du Pas-de-Calais concernée par le PPRT de la plate-forme chimique de la société Grande Paroisse : initialement, les mesures de restriction de l'urbanisme concernaient 85 % du territoire communal. Où placer alors le curseur entre sécurité des administrés et pérennité économique du territoire ? Là est tout le débat.

Comme il vient d'être montré, les enjeux financiers sont importants. La question des expropriations et délaissement est prévue par la loi. Celle des travaux imposés et/ou recommandés reste en revanche ouverte. Une aide de l'Etat de 40% du montant des travaux est prévue par la loi Grenelle 2, mais elle ne concerne que les travaux obligatoires et ne concerne qu'une partie des propriétaires.

**Quelle est alors l'aide prévue par la loi, à ce jour, selon les personnes concernées ? Sous quelles modalités ? Cette situation comporte t-elle des risques de dérives ?**

## B . Une situation cause d'injustice sociale

Les leçons d'AZF seront-elles tirées et appliquées avant le prochain accident industriel ? 9 ans après AZF, dans les faits, très peu de situations ont évolué autour des sites Seveso. Les riverains immédiats sont toujours fortement exposés en cas d'accident, les maisons plus éloignées n'ont pas fait l'objet d'aménagements pour résister à une catastrophe, et le système envisagé pour le financement risque d'anéantir les objectifs visés par la loi d'après AZF. Le risque en l'état est grand de ne voir jamais cette protection aboutir, tant les règles de financement prévues sont inadaptées.

- **Pour France Nature Environnement, cette situation financièrement explosive risque de mettre à plat la volonté d'éloigner les riverains de sites Seveso**

Toute la question, qui ne s'est peut être pas, ou mal posée sous le coup de l'émotion, reste : qui va, ou qui doit, payer ce coût de plusieurs milliards, et notamment celui des travaux nécessaires pour garantir la protection des populations voisines d'usines chimiques, de stockages d'explosifs, de raffineries ?

Pour les **expropriations** et délaissements, la loi a fixé des règles claires : la **charge doit être répartie entre l'Etat, les collectivités concernées, et l'industriel** à l'origine du PPRT. Cette répartition doit être réglée localement, par négociations et être matérialisée par une convention « tripartite ». Si les 3 parties n'arrivent pas à s'entendre, la répartition se fait par défaut, chacun prenant un tiers de la facture à sa charge.

Pour les **travaux obligatoires** (zone plus éloignée mais soumise aux risques), la situation est beaucoup plus problématique et concerne **différentes catégories** de riverains (1), catégories **qui déterminent aujourd'hui qui peut bénéficier d'une aide financière partielle** (2). Le risque est alors que **beaucoup de riverains ne puissent se protéger** face à un nouvel accident technologique et que des situations restent telles qu'elles, malgré les leçons de la catastrophe d'AZF (3). Enfin, les enjeux financiers sont tels à ce stade que des **dérives** risqueraient de voir le jour pour réduire les zones concernées par ces mesures (4).

### 1 - les zones et personnes concernées par les travaux

Il existe deux zones concernées par la nécessité de mener des travaux, mais ces derniers ne sont obligatoires que pour l'une d'entre elle. On distingue ainsi la **zone de prescription** de travaux (travaux obligatoires), de celle de **simple recommandation** (où les travaux sont nécessaires mais non imposés, et, surtout, pas aidés). L'autorité est ici le préfet.

En quoi consistent ces travaux ?

- remplacer par exemple du simple vitrage par du triple pour se protéger d'une explosion,
- à mettre des cadres renforcés pour toutes les fenêtres,
- installer des films anti bris de glace sur les fenêtres,
- aménager une salle de confinement dans sa maison en cas d'accident toxique,
- renforcer les fondations, etc.

Dans ces deux zones, il faut distinguer **quatre différentes catégories de public** :

- les **propriétaires** qui **occupent** leur résidence,
- ceux qui la louent, c'est-à-dire les **propriétaires bailleurs**
- les bailleurs sociaux (ou **HLM**),
- et enfin tout le tissu économique de la zone, les **PME-PMI** qui gravitent autour de ces sites Seveso.

**En fonction de la catégorie concernée, une aide de l'Etat est versée ou pas.** Cette aide prend la forme d'un crédit d'impôt équivalent à **40% du coût des travaux**. Aussi curieux que cela puisse paraître la loi post AZF, sans doute malgré elle, opère ainsi une différence de traitement en fonction de la situation de chaque riverain. Ce qui n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes et d'oppositions pures et simples.

## 2- Une aide largement insuffisante prévue par la loi

Les **propriétaires occupants** sont les **seuls** particuliers qui bénéficient aujourd'hui de cette aide de 40% (depuis la loi Grenelle II). Pour autant, 60% du montant des travaux restent donc à leur charge.

Les **propriétaires bailleurs** n'ont jusqu'ici **aucune aide** prévue par la loi. Les **locataires** seront ainsi tributaires de la capacité ou de la volonté de leurs propriétaires de mener les travaux.

Concernant les locataires de **logements sociaux**, aucun mécanisme de financement des travaux ne semble prévu car la loi post AZF de 2003 limite cette aide de 40% aux propriétaires occupants personnes physiques, et ne parle pas des bailleurs sociaux.

**Les entreprises ou autres activités commerciales** concernées par les travaux obligatoires ne peuvent pas elles non plus percevoir d'aide car ce **ne sont pas des personnes physiques**.

Enfin, aucune aide n'est envisagée non plus pour les **zones plus éloignées**, dites de recommandation. Pour les habitations situées dans ces zones, les travaux sont « recommandés » mais néanmoins nécessaires, puisque celles-ci sont situées à des distances où elles restent soumises aux effets d'une explosion ou d'un nuage toxique, par exemple.

**La moyenne du montant** de ces travaux est évaluée à **plus de 10 000 euros par foyer** concerné. Il est important de noter ici que la grande majorité des populations qui vivent autour des ces installations Seveso sont des **populations plutôt défavorisées**. Ce sont souvent des anciens salariés de l'usine ou des ouvriers. Ces riverains de sites chimiques ou pétroliers subissent les nuisances quotidiennes qui dégradent la qualité de vie à long terme (bruit des installations ou des camions, odeurs, poussières, etc.). Ils vivent également sous la probabilité qu'un accident majeur arrive et apprennent ou apprendront demain qu'ils doivent payer pour s'en protéger. Beaucoup d'entre eux vivent cette situation comme une « **triple peine** ».

**Les entreprises** exposées elles aussi au risque et soumises à des travaux obligatoires doivent, d'une manière ou d'une autre, pouvoir bénéficier d'une aide financière. Mais la situation de certaines d'entre elles, de par leur taille, la nature de leur activité ou la « culture de sécurité » de leurs salariés doivent pouvoir se protéger autrement que par la

mise en œuvre de travaux. Il est possible de trouver des réponses autres qu'uniquement financières.

### 3 - Une situation qui pourrait empêcher la protection des populations

**Une situation est alors redoutée par FNE**, celle où les particuliers ne voudraient ou ne pourraient pas payer ces travaux et **ne soient toujours pas protégés, dix ans ou plus après AZF**. Plusieurs de nos associations membres manifestent de plus en plus de colère face à cette situation et des oppositions de principe se font d'ores et déjà entendre. Il est par ailleurs certain que beaucoup de familles se trouveront dans l'impossibilité de supporter le coût de ces travaux et donc de se protéger

**Ces points doivent être impérativement réglés dans l'actuel projet de loi de finances pour être opérationnels en 2011. FNE défend une répartition juste et responsabilisante, seule à même de garantir la protection des populations et la mise en œuvre réelle, effective, et définitive des leçons de la catastrophe d'AZF.**

### 4 – Des dérives inquiétantes

Pour des raisons financières et de crainte de voir se réduire les potentiels de développement des territoires communaux, la tentation est grande de vouloir réduire les zonages d'une manière ou d'une autre. Des manœuvres sont observées par le réseau Risques et Impacts Industriels de FNE en ce sens.

A Salindres dans le Gard, l'industriel met en œuvre un système de modélisation informatique en 3 dimensions, non validé par le ministère car non fiable en l'état de l'art (circulaire du 22 juillet 2009<sup>6</sup>). Le simple fait de changer quelques paramètres (hauteur d'une butte proche de l'usine, vitesse du vent ou autre) a pour effet de réduire parfois de plusieurs centaines de mètres les zonages, et donc la facture. Et ce n'est pas un cas isolé.

---

<sup>6</sup> [http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt\\_14102010/circulaire\\_220709.pdf](http://www.fne.asso.fr/com/dossierpresse/pprt_14102010/circulaire_220709.pdf)



## Partie 3. Les revendications de FNE

### A. Une prise en charge basée sur un principe de responsabilisation, et non de « pollué-payeur »

La situation peut-elle s'améliorer ? Pour FNE et son réseau Risques et Impacts industriels, qui s'engage sur cette question, la réponse est donc : **oui**, elle peut et **dès maintenant**, à travers le **projet de loi de finances** actuellement en débat à l'Assemblée.

En laissant le soin au propriétaire de payer les travaux qui lui permettront d'être protégé, la France prend le risque que cette protection ne voit jamais le jour, mais met aussi en place un système basé sur un **principe proche de « pollué-payeur »**.

La responsabilité de cette proximité dangereuse entre les usines Seveso et les riverains est **une responsabilité partagée**. **L'Etat** en partage la responsabilité avec les élus locaux et l'industriel dans la mesure où c'est à lui que revient de décider d'autoriser une exploitation Seveso (à travers la décision du préfet). Les **élus locaux** sont responsables car ils délivrent les permis de construire pour les habitations (ils ont donc permis à des personnes de s'installer près de ces sites à risque majeur) et pour les sites industriels. Enfin, **l'industriel**, porteur du risque, est le premier responsable de la maîtrise de la sécurité de ses installations. C'est lui, par ses activités, qui est à l'origine du risque. Il est donc clairement responsable de ces situations actuelles. Ainsi, ces acteurs doivent assumer leur part de responsabilité face à cette situation en se répartissant la charge des travaux.

La répartition **la plus juste et la plus à même d'assurer la protection** des populations pour FNE est donc :

- concernant **l'Etat** :
  - o que le **crédit d'impôt de 40%** du montant des travaux proposé exclusivement aux propriétaires occupants soit **élargi aux propriétaires bailleurs**.
  - o que l'engagement aille **au-delà de 2013** (date prévue par la loi Grenelle 2). Cet engagement est absolument nécessaire car les travaux, qui n'ont pas encore commencés, vont se poursuivre bien au-delà de 2013.
  - o qu'un mécanisme de financement des travaux soit trouvé **pour les HLM**, très nombreux autour des sites Seveso
- **Pour les 60% restant aujourd'hui à la charge des propriétaires occupants, FNE exige que ceux-ci soient supportés par les collectivités concernées et par l'industriel à l'origine du risque.**

Cette répartition pourrait se négocier localement, entre ces deux parties. Pour les cas où un accord volontaire est impossible, il faut prévoir une répartition par défaut de 30% pour l'un, et 30% pour l'autre, comme c'est prévu pour les expropriations. Ce principe de répartition des 60% devra être étendu aux propriétaires bailleurs, si le crédit d'impôt de l'Etat est prévu pour ces derniers.

- Enfin, **une solution d'aide**, peut être moins élevée, doit être proposée aux personnes vivant **dans la zone de recommandation**. Sinon, il y a fort à parier qu'aucuns travaux ne verront le jour chez ces riverains.

### Répartition du coût des travaux – tableau de synthèse

<b>Personnes concernées</b>	<i>Etat</i>	<i>Collectivités Concernées</i>	<i>Industriels</i>
<i>Propriétaires Occupants</i>	40% par crédit d'impôt ; engagement au-delà de 2013, 60 % du montant des travaux à leur charge	Aucun mécanisme de financement prévu  ➤ <b>Demande FNE</b> 30%	Aucun mécanisme de financement prévu  ➤ <b>Demande FNE</b> 30%
<i>Propriétaires Bailleurs</i>	Aucune aide prévue aujourd'hui  ➤ <b>Demande FNE</b> 40% par crédit d'impôt ; engagement au-delà de 2013	Aucun mécanisme de financement prévu  ➤ <b>Demande FNE</b> 30%	Aucun mécanisme de financement prévu  ➤ <b>Demande FNE</b> 30%
<i>Locataires HLM</i>	Aucun mécanisme de financement prévu  ➤ <b>Demande FNE</b> 100% par le ministère du logement	-	-

**Vert : prévu par la loi Grenelle 2**

**Rouge : Demandes de FNE à traduire dans l'actuel projet de loi de finances**

## **B. Une utilisation différente de l'argent public est possible et souhaitable pour tous**

Il doit être possible d'utiliser cet argent public pour **sécuriser et moderniser les sites industriels**, plutôt que pour contraindre les populations qui vivent autour.

Bruxelles vient de le préciser, l'argent public peut être utilisé pour sécuriser les sites industriels et protéger l'environnement. En accordant une aide de plusieurs millions (146,27 millions d'euros) à une société industrielle ce 12 octobre, Bruxelles a estimé que les effets négatifs de cette subvention en termes de concurrence étaient limités, tandis que ceux, positifs, sur l'environnement étaient "considérables". Cette décision pourrait être utilisé pour le cas français des PPRT.

Pour la situation française concernant les Plans de prévention des risques technologiques, en l'état, les expropriations sont financées à 66% par l'Etat et les collectivités, à 33% par l'industrie, porteuse du risque.

Concernant les travaux, si, comme l'a proposé l'association des communes Seveso (AMARIS) par voie de presse le 16 septembre 2010, les collectivités participent à hauteur de 20% minimum, l'aide publique serait ainsi de 60% (40% de l'Etat, 20% des collectivités).

L'on se retrouverait alors dans une situation où 60% du coût de la maîtrise du risque industriel seraient supportés par la société française via les impôts, pour une utilisation qui consiste en des expropriations ou travaux. Vu ce pourcentage, vu les montants correspondants, il devrait être possible d'imposer une utilisation différente des fonds, plutôt que pour déplacer des populations ou payer des travaux. En effet, cet argent public devrait être prioritairement utilisé pour réduire encore le risque à la source, dans l'usine, car les marges de progression restent grandes. Pour beaucoup de secteurs d'activité en effet, la réglementation européenne identifie les meilleures techniques disponibles au détriment des techniques obsolètes et incite les industriels à les adopter.

### **Tout le monde aurait alors à y gagner :**

- **l'Etat**, qui poursuivrait ainsi une réelle politique de modernisation du parc industriel français et assurerait ainsi mieux la protection des populations;
- **l'industriel**, qui améliorerait encore la sécurité de son installation et renforcerait sa compétitivité avec un outil rénové
- **les populations locales**, qui verraient la qualité de leur environnement s'améliorer et le risque auquel elles sont exposées se réduire
- **les salariés**, qui verraient se mettre en place une politique d'investissement dans l'outil de travail, gage d'un maintien des emplois en France
- **les élus**, qui verraient les zones de restriction de l'urbanisme se réduire, et donc conserveraient d'avantage de possibilités de développement pour la commune

Un exemple existe, celui du plan de prévention des risques technologiques de Jarrie dans l'Isère, qui concerne le site Arkema. En 2009, FNE a mené une campagne pour dénoncer les pollutions au mercure générées encore aujourd'hui par l'industrie des chloriers. Notre

demande consistait pour l'essentiel à accélérer le remplacement de la technologie au mercure, obsolète et très polluante.

A force de discussion avec les services de l'Etat, l'idée d'inclure cette possibilité dans le cadre des mesures financées par le PPRT a fait son chemin. Elle a fini de convaincre lorsque les services se sont rendus compte que remplacer à Jarrie cette technologie (avec une aide de l'Etat) avait un effet sur le risque accidentel et permettait considérablement de réduire les zones d'effets, et donc le nombre de maisons concernées par ces mesures d'urbanisme.

Pour les travailleurs du site, c'est une garantie que le site industriel va se moderniser, que leurs emplois sont pérennisés. Pour les populations, c'est un cadre de vie qui s'améliore durablement. Pour les élus, le développement de l'attractivité de leur territoire. Cette conversion à travers le Plan de prévention des risques technologiques se fait néanmoins toujours attendre officiellement mais reste très encourageante pour les autres sites français concernés.

**Cet exemple, une fois de plus, prouve que la conversion aux meilleures technologies disponibles reste la meilleure des solutions.**

# ANNEXES

## 1. L'actualité des PPRT dans la presse

### La Voix du Nord, Vendredi 24 septembre 2010

#### Le projet d'extension de Titanobel apporte son lot d'inquiétudes

Titanobel dont le PPRT a été approuvé l'an dernier, prévoit d'augmenter son stockage d'explosifs à Eth.

Le centre de stockage d'explosifs de Titanobel, situé au fort d'Eth, prévoit une augmentation de ses capacités de stockage. Alors que l'enquête publique démarrée le 6 septembre se poursuit - elle doit s'achever le 6 octobre - une réunion publique sera tenue ce soir à Bry. PAR ESTELLE BAILLIEUX

L'association Pas d'explosifs dans nos villages, créée il y a deux ans lors de la mise en place du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) concernant le centre de stockage d'explosifs de Titanobel, classé Seveso, revient sur le devant de la scène. À l'époque, les riverains du site s'étaient mobilisés pour dire toutes leurs inquiétudes par rapport à la mise en place de zonages et de périmètres de sécurité dans lesquels se trouvait leurs habitations. Ces dernières risquaient une éventuelle dévaluation immobilière et des contraintes futures en terme d'aménagement. Mais les riverains comptaient aussi demander à l'entreprise, spécialisée dans les explosifs industriels, de réduire ses stocks, notamment lors des transports, afin de limiter les risques. Peine perdue. Le PPRT rendu obligatoire par la loi pour les sites de type Seveso, a finalement été adopté l'an dernier, en juillet.

Depuis le 6 septembre, une enquête publique est de nouveau enclenchée à Eth. Il ne s'agit plus, cette fois, de PPRT mais de projet d'extension.

L'industriel prévoit en effet d'augmenter sa capacité de stockage d'explosifs dans le blockhaus d'Eth, qu'il qualifiait en 2008, lors d'une réunion d'information de « site remarquable », référence à la construction souterraine des lieux. L'augmentation de stockage devrait être la conséquence directe de la fermeture de son site à Ostricourt, construit lui à ciel ouvert.

#### Attente des travaux de sécurité

L'association Pas d'explosifs dans nos villages voit d'un mauvais oeil ce projet d'extension. « Le site passerait de 14 à 64 tonnes, des camions de six tonnes pour les transports, avec remorque, donc douze tonnes au total. Et même huit tonnes en capacité maximum. Cela fait beaucoup, dix camions par mois. soit 3 000 tonnes d'explosifs transportées par an sur nos routes qui ne sont pas appropriées », s'indigne Joseph Zuconi, de l'association ethoise. « Titanobel a fait une demande de stockage plus important sans modification des rayons de dangerosité. On a une augmentation de tonnage, sans augmentation de risque, c'est étonnant », relève-t-il encore au nom de

l'association Pas d'explosifs dans nos villages, tout en faisant remarquer que « les modifications du site prévues lors du PPRT n'ont pas été réalisées ».

Un point sur lequel le maire d'Eth, Jean-Pierre Ramette, est en accord. D'ailleurs, le conseil municipal a émis un avis défavorable pour l'instant au projet d'extension de Titanobel. un avis « motivé par le fait que lorsqu'on étudie la demande d'autorisation d'extension, on découvre par exemple des incohérences. Par exemple sur les transports et sur le tonnage. On se fie aux six tonnes du PPRT, puis on évoque huit tonnes. On voudrait entendre un langage clair. Lors du PPRT, nous avons émis un avis favorable avec réserves, mais on n'a jamais vu les travaux de sécurité réalisés. Cela nous inquiète », s'interroge le maire.

© La Voix du Nord.

[http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Maubeuge/actualite/Autour\\_de\\_Maubeuge/Le\\_Quercitain/2010/09/24/article\\_le-projet-d-extension-de-titanobel-appor.shtml](http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Maubeuge/actualite/Autour_de_Maubeuge/Le_Quercitain/2010/09/24/article_le-projet-d-extension-de-titanobel-appor.shtml)

## **La Voix du Nord – Samedi 9 octobre 2010**

### **À Wagnies-le-Grand, les riverains en désaccord avec la municipalité sur le projet d'extension du stockage d'explosifs de Titanobel**

À Wagnies-le-Grand, commune concernée par le périmètre de sécurité par rapport à la présence du site Seveso à Eth, les riverains montent au créneau. L'avis favorable établi par la municipalité au sujet du projet d'extension du stockage d'explosifs de Titanobel n'est pas partagé de tous.

La valse des tracts a commencé dans cette commune la plus exposée en terme d'habitations incluses dans le fameux périmètre de sécurité. Les plus proches habitations du site classé Seveso sont à quelque 400 mètres, dans la rue d'Eth. Et aujourd'hui, certains de ces habitants concernés font entendre leur voix par le biais de l'association « Pas d'explosifs dans nos villages », association opposée au projet, née voilà deux ans lors de l'adoption du plan de prévention des risques technologiques (PPRT). Et l'avis favorable (11 voix pour et une contre) émis récemment par la municipalité n'a pas apaisé les tensions.

Une pétition a circulé dans le quartier, recueillant quarante signatures. De son côté, Catherine Morel, maire, a tenu bon de faire à son tour circuler un tract dans lequel elle y expose les arguments de la commune. « Dans la tête des gens, lorsqu'on parle de projet d'extension, c'est le site qui va s'étendre. Or, ce sont les capacités de stockage. Nous avons émis un avis favorable, avec réserves, si les transports ne passent plus devant l'école », commente Catherine Morel. cette déviation, l'élue en avait émis le souhait auprès de l'industriel lors du PPRT. « Il n'y aura pas de risques plus importants par rapport à l'extension. Il va y avoir un gros investissement de Titanobel pour sécuriser le site », poursuit l'élue qui précise que les réserves posées concernent aussi « ce travail de sécurité du site. Si ce n'est pas fait, ni le contournement, notre avis deviendra défavorable ». La crainte liée aux transports est selon le maire « un faux problème. Les convois traversent d'autres villages que Wagnies-le-Grand pour arriver à destination. Et pour les camions remplis de fuel, par exemple, le problème est le même. On ne peut pas non plus les éviter. On peut dire que Titanobel, on n'en veut pas chez nous, mais c'est comme pour la déchetterie de Curgies, il faut bien la mettre quelque part. » Un

argumentaire qui en tout cas n'a pas été retenu chez les opposants au projet d'extension. Ainsi, Claude Bridelance, habitant Wargnies-le-Grand, relève que « ni le projet de contournement, ni les travaux concernant l'amélioration des conditions de sécurité du site ne se trouvent notifiés dans le dossier officiel du projet d'extension. Les engagements de Titanobel ne sont à ce jour que des promesses ».

L'enquête publique terminée, l'association mène toujours la garde. D'ailleurs, mardi, elle tiendra son assemblée générale à 19 heures, à la salle des fêtes de Bry. Le projet d'extension sera sans doute l'unique ordre du jour. • E. B.

© La Voix du Nord.

[http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Maubeuge/actualite/Autour\\_de\\_Maubeuge/Le\\_Quercitain/2010/10/09/article\\_a-wargnies-le-grand-les-riverains-en-des.shtml](http://www.lavoixdunord.fr/Locales/Maubeuge/actualite/Autour_de_Maubeuge/Le_Quercitain/2010/10/09/article_a-wargnies-le-grand-les-riverains-en-des.shtml)

## **Sud-Ouest, Vendredi 1<sup>er</sup> octobre 2010**

### **Les élus municipaux ont fait leur rentrée**

Premier Conseil municipal de la rentrée pour le maire, Yves Lecaudey, et son adjoint, Pierre Dubourg. PHOTO V. B.

C'est avec « un ordre du jour raccourci » que le maire, Yves Lecaudey, a ouvert la séance du Conseil municipal de la rentrée, mardi soir. Seulement quelques points figuraient à l'ordre du jour, relevant pour la majorité de la gestion courante de la commune.

Tout d'abord, une modification a été votée concernant le Plan de prévention des risques technologiques (PPRT), plan qui concerne l'établissement SNPE Matériaux énergétiques. Ainsi, le périmètre d'étude du PPRT se trouve modifié sur une surface de près de 45 ha, ce qui représente une bande de 45 m de largeur à l'ouest du site, sur des parcelles boisées.

(...)

[Sainte-Hélène · Gironde](#)

© Sud-Ouest <http://www.sudouest.fr/2010/10/01/les-elus-municipaux-ont-fait-leur-rentree-200101-3100.php>

## Frontignan / Les discussions entre la Ville et l'État reprennent

**PRÉVENTION : Les réunions publiques, prévues demain soir et le 14 octobre, sont donc reportées**

**Suite** à la tenue du nouveau Comité local d'information et de concertation (Clic) consacré au plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du dépôt d'hydrocarbures de GDH, le 10 septembre dernier, la préfecture vient de confirmer le report *sine die* de la première réunion publique, initialement annoncée pour le 14 octobre, afin de présenter ce PPRT à la population . La raison de ce retrait ? La demande formulée par la Ville d'une contre expertise technico-financière et la volonté de l'industriel, le groupe BP, de mener une nouvelle étude technique. Deux éléments nouveaux sur lesquels le préfet doit donc se prononcer rapidement. En effet, alors que tout laissait à penser que les services de l'Etat, poussés en cela par le ministère, souhaitaient boucler le dossier dans le tempo d'un agenda préétabli, la Ville de Frontignan a su développer des arguments qui remettraient en cause certains éléments du dossier PPRT avancés par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) et BP. « *L'enjeu est de taille pour la ville, précise Pierre Bouldoire, maire et conseiller général de Frontignan, puisqu'il s'agit pour nous de tout mettre en oeuvre pour réduire le risque à la source et sortir, du coup, l'ensemble des habitants de Frontignan du périmètre impacté par un accident industriel. Et il existe, selon nous, des solutions techniques. C'est pour cela que nous réclamons une expertise complémentaire et, surtout, sa prise en compte.* » ( lire *Midi Libre* du 25 mars ) Pour l'heure, la Ville, qui doit prochainement transmettre à la préfecture le cahier des charges de la tierce expertise, reste dans l'attente d'une réponse officielle pour informer la population en connaissance de cause. La réunion de concertation citoyenne, initialement prévue demain, vendredi 8 octobre, est donc également reportée.